

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 VALENCE

VALENCE, le 17/10/2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/08/2023

Partie nominative

ONYX AUVERGNE RHÔNE-ALPES

Papelissier
810 chemin des Taillandiers
26 300 Chatuzange-le-Goubet

Affaire suivie par : BRIE Pascal
Téléphone : 04 75 82 46 37
Courriel : pascal.brie@developpement-durable.gouv.fr
Références : 20231017-RAP-DAEN0978
Code AIOT : 0006106990

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 17/08/2023 de l'établissement ONYX AUVERGNE RHÔNE-ALPES implanté Papelissier, 810 chemin des Taillandiers 26 300 Chatuzange-le-Goubet. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Participant à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

-BRIE Pascal, Unité interdépartementale Drôme-Ardèche, inspecteur de l'environnement

Participants à l'inspection, hors inspection des installations classées :

- Gwenaël GILANTON, société ONYX ARA, Directeur d'unités opérationnelles
- Aurélié SANGLE, société ONYX ARA, Direction Technique

Le courriel d'échange avec l'administration est gwenael.gilanton@veolia.com.

Rédacteur	Vérificatrice
L'inspecteur de l'environnement BRIE Pascal	la cheffe de l'unité interdépartementale Céline DAUJAN

Approbateur
Par délégation

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

À l'issue de la visite d'inspection du 17/08/2023 de l'établissement ONYX AUVERGNE RHÔNE ALPES implanté Papelissier, 810 chemin des Taillandiers 26 300 Chatuzange-le-Goubet, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 VALENCE

VALENCE, le 17/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ONYX AUVERGNE RHÔNE-ALPES

Papelissier
810 chemin des Taillandiers
26 300 Chatuzange-le-Goubet

Références : 20231017-RAP-DAEN0978

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/08/2023 dans l'établissement ONYX AUVERGNE RHÔNE ALPES implanté Papelissier, 810 chemin des Taillandiers 26 300 Chatuzange-le-Goubet. L'inspection a été annoncée le 06/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX AUVERGNE RHÔNE ALPES
- Papelissier, 810 chemin des Taillandiers 26 300 Chatuzange-le-Goubet
- Code AIOT : 0006106990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020, la société ONYX a été autorisée à exploiter, dans son centre de CHATUZANGE LE GOUBET :

- une extension en hauteur du casier de stockage de déchets non dangereux H actuellement en exploitation, puis 2 nouveaux casiers de stockage désignés I et J.
- une unité d'une capacité maximale de 50 tonnes/jour de traitement d'effluents liquides non dangereux.

L'exploitation de l'extension en hauteur du casier H va s'achever en 2024, suivra l'exploitation du casier I. Les travaux d'aménagement de ce casier sont en cours, ceux de la partie Sud sont achevés et une visite de l'inspection s'avère réglementairement nécessaire, préalablement à la mise en place de déchets.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Constat portant sur la fin d'aménagement de la partie Sud du casier I ;
- Prescriptions portant sur la mise en place des déchets dans le casier en exploitation.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection a été amené à passer devant un compteur de coups de foudre du paratonnerre placé sur le bâtiment COGELIX du centre, face Ouest : il indiquait 0. Il est en effet important pour l'exploitant de s'assurer, après chaque période orageuse, que la foudre n'a pas frappé un bâtiment ou une installation du centre. Dans le cas contraire, un contrôle de l'état du dispositif de protection contre la foudre est nécessaire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en place des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.2.6	/	Sans objet
2	Réduction risques accidentels	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.2.6	/	Sans objet
3	Recouvrement des déchets	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.2.6	/	Sans objet
4	Matériaux de recouvrement	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.2.6	/	Sans objet
5	Aménagement du casier I, partie Sud	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du centre n'a pas conduit à découvrir de non-conformités. Toutefois, l'exploitant se doit de rester vigilant sur la maîtrise du risque de nuisances olfactives pour le voisinage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.2.6
Thème(s) : Risques accidentels : Mise en place des déchets
Prescription contrôlée : Les conditions d'accès et de déchargement des véhicules dans la zone d'exploitation du casier sont fixées dans un ou plusieurs documents signés par le responsable du site. Les déchets déversés sont régalez par un chargeur ou un engin pousseur, puis compactés en couches minces successives. Les déchets seront répartis de manière à assurer la stabilité du dépôt et des structures associées et en particulier à éviter les glissements. La densité finale obtenue sera la plus forte possible, en cohérence avec les caractéristiques des aménagements du casier.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection un mode opératoire intitulé « Enregistrement et contrôle des déchets », référencé MOP_S_CHTZ_101, version du 05/07/2022, approuvé par Gwenaël GILANTON, directeur du centre de Chatuzange Le Goubet. Ce mode opératoire décrit de façon détaillée les diverses actions liées à l'accueil et au déchargement des déchets dans le centre, le rôle de l'agent de bascule et des conducteurs d'engins pour limiter le risque d'arrivée de déchets non conformes, assurer la traçabilité des déchets accueillis, et gérer en sécurité ces déchets. Il n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection. L'exploitant souligne qu'il détermine, dans le rapport annuel d'activité du centre, la densité obtenue au moyen du compactage des déchets, elle se situe pratiquement à 1. Lors de la visite, il n'est pas constaté de zones pentues potentiellement dangereuses dans la zone d'exploitation du casier H. L'exploitant précise qu'il n'y a pas eu dans son centre d'accident lié à une instabilité des déchets mis en stockage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réduction risques accidentels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Réduction risques accidentels
Prescription contrôlée : Afin de limiter les risques liés à un incendie, les entrées d'eaux pluviales au sein du massif de déchets et les éventuelles émissions gazeuses, la superficie de la zone en cours d'exploitation est inférieure à 5 000 m ² , et la surface découverte de cette zone est limitée à 1 000 m ² .
Constats : Actuellement, la zone en exploitation constitue une bande située à l'Ouest du casier H, la cote finale d'exploitation est pratiquement atteinte. L'exploitant explique que la zone d'exploitation progressera vers le Sud. Il signale que selon le relevé topographique le plus récent, et avec un

apport de déchets n'évoluant pas significativement, la fin d'exploitation du casier H devrait se situer aux alentours d'avril 2024. Dans la mesure où l'on se situe en partie haute, la prise en compte du vent est importante : L'exploitant souligne que pour éviter les envols de déchets, quand le vent dépasse 50 km/h, il suspend l'exploitation du centre.

Lors de la visite, 6 fûts métalliques verts ont été aperçus parmi les déchets stockés. L'inspection demande à l'exploitant l'origine de ces déchets : Par courriel du 18 août 2023, l'exploitant précise que ces fûts contiennent de la résine polymérisée (inerte) en provenance d'une société basée à Romans Sur Isère, il demande à cette société d'examiner la possibilité de modifier les contenants.

L'inspection estime que la surface de la zone d'exploitation lors de la visite ne dépasse pas 5 000 m². La surface découverte de cette zone n'a pas été évaluée, car il aurait fallu s'approcher de la zone d'évolution des engins de compactage, ce qui est dangereux. Le relevé topographique de l'installation de stockage de déchets effectué le 25 juillet 2023 par le Bureau d'Études ADORIS précise que la surface de la zone d'exploitation s'élève à 4 955 m².

Des dépôts de terres très conséquents sont constatés dans le centre, l'exploitant explique qu'ils proviennent des travaux de terrassement liés au nouveau casier I et qu'ils seront utilisés en grande partie pour le recouvrement des déchets. En cas d'incendie, ils pourront également servir pour étouffer le feu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Recouvrement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.2.6

Thème(s) : Risques accidentels, Recouvrement des déchets

Prescription contrôlée :

Les matériaux ou des déchets non dangereux ou inertes destinés au recouvrement des déchets ne présentent pas de risque d'envol ni d'odeurs. Le compost non conforme aux normes en vigueur, les mâchefers, les matériaux admissibles en installations de stockage de déchets inertes, ou les déchets de sédiments non dangereux, peuvent être notamment utilisés.

Le recouvrement des déchets par une couche de matériaux ou de déchets non dangereux (*) doit être effectué au terme de chaque période journalière d'apport de déchets, un recouvrement plus important est effectué hebdomadairement, de façon à limiter les envols et les nuisances olfactives.

(*) Les déchets de recouvrement combustibles (refus de broyage automobiles par exemple) ne peuvent pas être utilisés entre le 1er juin et le 1er octobre. En dehors de cette période, de tels matériaux de recouvrement ne peuvent être utilisés que sous réserve des conditions suivantes :

- Stockage de ces matériaux sur une hauteur maximale de 4 m ;
- Stockage de matériaux inertes, d'un volume équivalent au stockage de matériaux combustibles, présent à proximité ;
- Existence d'un dispositif de surveillance du stockage de matériaux combustibles en dehors des heures ouvrées.

Le matériau de recouvrement utilisé est toujours inerte et incombustible si la prochaine journée est non ouvrée.

Constats :

L'exploitant confirme le strict respect de ces dispositions : Le recouvrement des déchets en fin de journée s'avère être une action très importante pour limiter les envols dans la mesure où l'exploitation du casier H arrive à son terme, le dépôt des déchets s'effectue donc en hauteur, ils sont très exposés au vent.

Il n'est pas constaté de déchets envolés aux abords du centre. Lors de la visite ont été aperçus d'importants dépôts de terres provenant des travaux de terrassement liés au nouveau casier I. L'exploitant précise qu'ils s'élèvent à environ 25 000 m³.

L'exploitant constate qu'il reçoit beaucoup moins de refus de broyage automobiles entre le 1er juin et le 1er octobre, il confirme qu'il ne les utilise pas en tant que matériaux de recouvrement durant cette période.

Pour ce qui concerne les odeurs, lors de la visite, elles étaient perceptibles à proximité, d'une part du nouveau bassin de stockage de lixiviats situé à l'Ouest, d'autre part des déchets déposés.

Une rampe d'émission de produit de neutralisation des odeurs était en fonctionnement au Sud de la zone de stockage de déchets en cours d'exploitation.

Quant aux odeurs liées aux lixiviats, l'exploitant précise qu'elles ne sont perceptibles qu'à faible distance.

Pour ce qui est de la surveillance du centre, l'exploitant rappelle qu'un gardiennage est toujours en place en dehors des périodes ouvrées, et qu'un départ d'incendie serait rapidement détecté au moyen des caméras en place.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Matériaux de recouvrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.2.6

Thème(s) : Risques accidentels, Matériaux de recouvrement

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose en permanence d'une réserve de matériaux de recouvrement au moins égale à la quantité utilisée pour 15 jours d'exploitation, c'est-à-dire : 1 500 m³. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées le bilan matière des matériaux de recouvrement.

Constats :

Les stocks de terres liés au terrassement du nouveau casier sont très supérieurs à 1500 m³.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aménagement du casier I, partie Sud

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 2.1.3

Thème(s) : Autre, Aménagement du casier I, partie Sud

Prescription contrôlée :

Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir

la conformité de l'installation aux conditions fixées par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 sus-visé et le présent arrêté, notamment l'existence :

- de la géomembrane et du dispositif de drainage du casier ;
- des équipements de collecte et de stockage des lixiviats.

Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, l'inspection des installations classées procède à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées.

Constats :

La société ONYX ARA nous a communiqué le 22 juin 2023 un dossier de conformité réglementaire des travaux de création et d'aménagement du nouveau casier I du centre, partie Sud. Ce dossier fera l'objet d'un rapport spécifique.

L'exploitant précise qu'au terme de l'exploitation du casier H, estimé en avril 2024, l'exploitation du nouveau casier I commencera par sa partie Nord et non sa partie Sud.

L'inspection recevra, fin décembre 2023, un dossier de conformité réglementaire des travaux de création et d'aménagement du casier I, partie Nord.

Lors de la visite, l'inspection constate que la diguette séparant les parties Nord et Sud du casier I est recouverte d'une géomembrane, mais pas encore du géotextile destiné à la protéger. L'exploitant a fait faire le nécessaire et a envoyé à l'inspection, par courriel du 16 octobre 2023, des photographies de la diguette recouverte par la géomembrane et le géotextile.

Excepté ce point qui a été corrigé, l'aménagement de la partie Sud du casier I n'a pas appelé d'observation particulière.

Notons que les travaux de terrassement de la partie Nord de ce casier sont achevés, quelques zones ponctuelles seront toutefois à reprendre suite à leur dégradation par un orage. Le pompage des lixiviats en fond de casier sera réalisé via une canalisation de diamètre 1,2 m déjà en place contre le flanc Nord du casier. La barrière d'étanchéité active va pouvoir être prochainement réalisée.

Type de suites proposées : Sans suite